

ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΑΘΗΝΑ 7 ΙΟΥΝΙΟΥ 1988	ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟ	ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ 118

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 1783

Κύρωση Πρωτοκόλλου προνομίων και ασυλιών του Διεθνούς Οργανισμού Ναυτιλιακών Τηλεπικοινωνιών με δορυφόρους (INMARSAT).

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Εκδίδομε τον ακόλουθο νόμο που ψήφισε η Βουλή:

Άρθρο πρώτο

Κυρώνεται και έχει την ισχύ που ορίζει το άρθρο 28 παρ. 1 του Συντάγματος το Πρωτόκολλο, για τα προνόμια και τις ασυλίες του Διεθνούς Οργανισμού Ναυτιλιακών Τηλεπικοινωνιών με δορυφόρους (INMARSAT), που υπογράφτηκε στο Λονδίνο την 1η Δεκεμβρίου 1981, του οποίου το κείμενο σε πρωτότυπο στη γαλλική γλώσσα και σε μετάφραση στην ελληνική έχει ως εξής :

PROTOCOLE SUR LES PRIVILEGES ET IMMUNITES DE L'ORGANISATION INTERNATIONALE DE TELECOMMUNICATIONS MARITIMES PAR SATELLITES (INMARSAT)

LES ETATS PARTIES AU PRESENT PROTOCOLE :

CONSIDERANT la Convention portant création de l'Organisation internationale de télécommunications maritimes par satellites (INMARSAT) et l'Accord d'exploitation ouverts à la signature à Londres le 3 septembre 1976 et, notamment, les articles 25) et 26), paragraphe 4) de la Convention,

NOTANT qu'INMARSAT a conclu un Accord de siège avec le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord le 25 février 1980,

CONSIDERANT que l'objet du présent Protocole est de faciliter la réalisation de l'objectif d'INMARSAT et de garantir la bonne exécution de ses fonctions,

SONT CONVENUS DE CE QUI SUIT :

Article premier
Utilisation de termes

Aux fins du présent Protocole :

a) le terme «Convention» désigne la Convention portant création de l'Organisation internationale de télécommunications maritimes par satellites (INMARSAT), y compris son Annexe, ouverte à la signature à Londres le 3 septembre 1976;

b) l'expression «Accord d'exploitation» désigne l' Accord d'exploitation relatif à l'Organisation internationale de télécommunications maritimes par satellites (INMARSAT), y compris son Annexe, ouvert à la signature à Londres le 3 septembre 1976 ;

c) l'expression «Partie à la Convention» désigne un Etat à l'égard duquel la Convention est entrée en vigueur;

d) l'expression «Partie abritant le siège» désigne la Partie à la Convention sur le territoire de laquelle INMARSAT a établi son siège;

e) le terme «Signataire» désigne soit une Partie au Protocole, soit un organisme désigné par une Partie au Protocole à l'égard de qui l'Accord d'exploitation est entré en vigueur;

f) l'expression «Partie au Protocole» désigne un Etat à l'égard duquel le présent Protocole est en vigueur;

g) l'expression «membre du personnel» désigne le Directeur général et toute personne employée à temps complet par INMARSAT et soumise au Statut du personnel d'INMARSAT ;

h) par «représentants», dans le cas des Parties au Protocole, de la Partie abritant le siège et des Signataires, il faut entendre les représentants à INMARSAT et, dans chapue cas, il s'agit des chefs de délégation, de leurs suppléants et de leurs conseillers ;

i) le mot «archives» désigne l'ensemble des manuscrits, de la correspondance, des documents, des photographies, des films, des enregistrements optiques et magnétiques, des enregistrements de données, des représentations graphiques et des programmes d'ordinateurs appartenant à INMARSAT ou détenus par INMARSAT ;

j) l'expression «activités officielles» d'INMARSAT désigne les activités menées par l'Organisation en application de son objectif tel qu'il est défini dans la Convention et comprend ses activités administratives ;

k) par «expert», on entend toute personne autre qu'un membre du personnel nommée pour exécuter une tâche précise pour INMARSAT, ou pour son compte, et à ses frais :

l) l'expression «secteur spatial d'INMARSAT désigne les satellites, ainsi que les installations et équipements de poursuite, de télémesure, de télécommande, de contrôle et de surveillance et les installations et équipements connexes nécessaires au fonctionnement de ces satellites dont INMARSAT est propriétaire ou locataire ;

m) le terme «biens» s'ented de tout ce qui peut faire l'objet d'un droit de propriété, y compris les droits contractuels.

Article 2
Immunité de juridiction et d'exécution d'INMARSAT.

1) A moins qu'elle y ait renoncé expressément dans un cas particulier, INMARSAT bénéficie de l'immunité de juridiction dans le cadre de ses activités officielles, sauf pour ce qui concerne :

a) ses activité commerciales;

b) une action civile intentée par un tiers pour les dommages résultant d'un accident causé par un véhicule automobile ou autre moyen de transport appartenant à INMARSTAT ou circulant pour son compte, ou une infraction aux règles de la circulation intéressant les moyens de transport précités;

c) la saisie des salaires et émoluments, y compris les sommes découlant de droits à pension, dus par INMARSAT à un membre ou à un ancien membre du personnel, en exécution d'une décision juridictionnelle définitive;

d) une demande reconventionnelle directement liée à une action judiciaire intentée par INMARSAT.

2) Nonobstant les dispositions du paragraphe 1), aucune action ayant trait aux droits et obligations en vertu de la Convention ou de l'Accord d'exploitation ne peut être intentée contre INMARSAT devant les tribunaux des Parties au présent Protocole par les Parties à la Convention, les Signataires ou les personnes agissant pour le compte de ceux-ci, ou faisant valoir des droits cédés par ceux-ci.

3) a) Le secteur spatial d'INMARSAT, où qu'il se trouve et quel qu'en soit le détenteur, est exempt de toute perquisition, contrainte, réquisition, saisie, confiscation, expropriation, mise sous séquestre, ou de toute autre forme d'exécution administrative ou judiciaire;

b) tous les autres biens d'INMARSAT où qu'ils se trouvent et quel qu'en soit le détenteur, jouissent des immunités énoncées à l'alinéa a) du paragraphe 3), sauf lorsqu'il s'agit :

i) d'une saisie ou exécution opérée en application d'une décision juridictionnelle définitive prononcée dans le cadre de l'une des actions qui peuvent être intentées contre INMARSAT en application du paragraphe 1);

ii) de toute mesure prise conformément à la législation de l'Etat intéressé lorsqu'elle est temporairement nécessaire à la prévention des accidents qui mettent en cause des véhicules automobiles ou autres moyens de transport appartenant à INMARSAT ou utilisées pour son compte ainsi qu'à l'enquête dont ces accidents font l'objet ;

iii) d'une expropriation de biens immobiliers à des fins d'utilité publique, sous réserve du prompt versement d'une juste indemnité à condition que ladite expropriation ne porte pas préjudice aux fonctions et activités d'INMARSAT.

Article 3
Inviolabilité des archives

Les archives d'INMARSAT sont inviolables, où qu' elles se trouvent et quel qu'en soit le détenteur.

Article 4

Exonération de droits et impôts

1) Dans le cadre de ses activités officielles, INMARSAT est exonérée, de tout impôt national direct ainsi que de toutes autres taxes qui ne sont pas normalement incluses dans le prix des marchandises et des services. Ses biens et ses revenus bénéficient de la même exonération.

2) Si, dans le cadre de ses activités officielles, INMARSAT acquiert des marchandises ou a recours à des services d'une valeur importante et si le prix de ces marchandises ou services comprend des taxes ou des droits, les Parties au Protocole prennent, chaque fois qu'il est possible, les mesures appropriées en vue de la remise ou du remboursement du montant de ces taxes ou droits.

3) Dans le cadre de ses activités officielles, INMARSAT est exonérée de tout droit de douane, de toute autre taxe douanière et de tous autres frais connexes sur le secteur spatial INMARSAT et sur les matériels et installations intéressant le lancement de satellites destinés à faire partie du secteur spatial INMARSAT.

4) Les marchandises acquises par INMARSAT dans le cadre de ses activités officielles sont exonérées de toutes prohibitions et restrictions d'importation et d'exportation.

5) Aucune exonération n'est accordée pour les taxe et droits qui représentent la rémunération de services particuliers rendus.

6) Aucune exonération n'est accordée pour les biens acquis ou les services obtenus par INMARSAT pour l'avantage personnel des membres du secrétariat.

7) Les marchandises exonérées en vertu des dispositions du présent article ne doivent pas être cédées, louées ou prêtées, à titre temporaire ou permanent, ni vendues, à moins que ce ne soit à des conditions agréées par la Partie au Protocole qui a accordé l'exonération.

8) Les versements effectués par INMARSAT au bénéfice des Signataires conformément à l'Accord d'exploitation sont exonérés de tout impôt national par toute Partie au Protocole autre que celle ayant désigné le Signataire.

Article 5

Fonds, devises et valeurs

INMARSAT peut recevoir et détenir des fonds, des devises ou des valeurs de toute nature et en disposer pour toutes ses activités officielles. Elle peut avoir des comptes en n'importe quelle monnaie dans la mesure nécessaire pour satisfaire ses obligations.

Article 6

Communications officielles et publications

1) Pour ses communications officielles et le transfert de tous ses documents, INMARSAT bénéficie, sur le territoire de chaque Partie au Protocole, d'un traitement au moins aussi favorable que celui qui est généralement accordé aux organisations intergouvernementales équivalentes en ce qui concerne les priorités, les tarifs et les taxes applicables au courrier et aux autres types de télécommunications dans la mesure où un tel traitement est compatible avec tous autres accords internationaux auxquels la Partie au Protocole a accédé.

2) Pour ses communications officielles, INMARSAT peut utiliser tous les moyens appropriés de communication, et notamment employer des codes. Les Parties au Protocole n'imposent aucune restriction aux communications officielles. Aucune censure n'est exercée à l'égard de ses communications et publications.

3) INMARSAT ne peut installer et utiliser d'émetteur radio qu'avec le consentement de la Partie au Protocole intéressée.

Article 7

Membres du personnel

1) Les membres du personnel d'INMARSAT :

a) jouissent de l'immunité de juridiction, même après avoir cessé d'être au service d'INMARSAT, pour les actes, y compris les paroles et les écrits, accomplis par eux dans l'exercice de leurs fonctions officielles; cette immunité ne joue cependant ni dans le cas d'une infraction à la réglementation de la circulation des véhicules commise par un membre du personnel, ni en cas de dommages causés par un véhicule automobile ou autre moyen de transport lui appartenant ou conduit par lui;

b) sont exempts de toute obligation relative au service national, y compris le service militaire, de même que les membres de leur famille faisant partie de leur ménage;

c) jouissent de l' inviolabilité pour tous les documents officiels ce rapportant à l' exercice de leurs fonctions dans le cadre des activités officielles d' INMARSAT;

d) ne sont pas soumis, ainsi que les membres de leur famille faisant partie de leur ménage, aux mesures restrictives relatives à l' immigration et aux formalités d' enregistrement des étrangers;

e) bénéficient, en matière de contrôle des changes, du même traitement que celui accordé aux membres du personnel d'organisations intergouvernementales.

f) jouissent, ainsi que les membres de leur famille faisant partie de leur ménage, des mêmes facilités de rapatriement que les membres du personnel d'organisations intergouvernementales en période de crise internationale;

g) jouissent du droit d'importer en franchise leur mobilier et leurs effets personnels, y compris un véhicule automobile, à l'occasion de leur première prise de fonctions dans l'Etat intéressé, du droit de les exporter en franchise lors de la cessation de leurs fonctions dans ledit Etat, conformément, dans l'un ou l'autre cas, aux lois et règlements adoptés par l'Etat intéressé. Toutefois, les marchandises qui ont été exonérées en vertu des dispositions du présent alinéa ne doivent pas être cédées, louées ou prêtées, à titre permanent ou temporaire, ou vendues, à moins que ce ne soit conformément aux lois et règlements précités.

2) Les traitements et émoluments versés aux membres du personnel par INMARSAT sont exonérés de l'impôt sur le revenu à compter de la date à laquelle les traitements de ces membres du personnel sont assujettis à un impôt prélevé par INMARSAT pour son propre compte. Les Parties au Protocole peuvent prendre ces traitements et émoluments en considération pour l' évaluation du montant de l'impôt à prélever sur des revenus émanant d'autres sources. Les Parties au Protocole ne sont pas tenues d'exonérer de l'impôt sur le revenu les pensions ou rentes versées aux anciens membres du personnel.

3) A condition que les membres du personnel soient couverts par un régime de sécurité sociale propre à INMARSAT, INMARSAT et les membres de son personnel sont exonérés de toutes contributions obligatoires à des régimes nationaux de sécurité sociale. Cette exemption n'empêche pas une participation volontaire à un système national de sécurité sociale conformément

à la législation de la Partie au Protocole intéressée; elle n' oblige pas davantage une Partie au Protocole à verser des prestations, en vertu d'un régime de sécurité sociale, aux membres du personnel qui sont exonérés en application des dispositions du présent paragraphe.

4) Les Parties au Protocole ne sont pas tenues d' accorder les privilèges et immunités visés aux alinéas b), d), e), f) et g) du paragraphe 1) à leurs ressortissants ou aux personnes résidant à titre permanent sur leur territoire.

Article 8
Le Directeur général

1) Outre les privilèges et immunités accordés aux membres du personnel à l' article 7, le Directeur général:

a) jouit de l' immunité d'arrestation et de détention;

b) jouit de l' immunité de juridiction et d'exécution civiles et administratives accordées aux agents diplomatiques, sauf en cas de dommages causés par un véhicule automobile ou autre moyen de transport lui appartenant ou conduit par lui;

c) jouit de l'immunité totale de juridiction pénale, sauf dans le cas d' une infraction aux règles de la circulation mettant en cause un véhicule automobile ou autre moyen de transport lui appartenant ou conduit par lui, sous réserve des dispositions de l'alinea a) ci-dessus.

2) Les Parties au Protocole ne sont pas tenues d' accorder les immunités visées au présent article à leurs ressortissants ou aux personnes résidant à titre permanent sur leur territoire.

Article 9
Représentants des Parties

1) Les représentants des Parties au Protocole et les représentants de la Partie abritant le siège juoissent, durant l'exercice de leurs fonctions officielles, et au cours de leurs voyages à destination ou en provenance du lieu de réunion, des privilèges et immunités ci-après :

a) immunité contre toute forme d'arrestation et de détention provisoire;

b) immunité de juridiction, même après la fin de leur mission, en ce qui concerne les actes accomplis par eux dans l'exercice de leurs fonctions officielles y compris leurs paroles et écrits; toutefois, cette immunité ne s' applique ni dans le cas d'une infraction aux règles de la circulation commise par un représentant, ni en cas de dommages causés par un véhicule automobile ou autre moyen de transport lui appartenant ou conduit par lui;

c) inviolabilité de tous leurs documents officiels;

d) exemption, ainsi que les membres de leur famille faisant partie de leur ménage, des mesures restrictives à l'immigration et des formalités d' enregistrement des étrangers;

e) le même traitement en matière de contrôle des changes que celui accordé aux représentants de gouvernements étrangers lors de missions officielles temporaires;

f) le même traitement en matière de contrôle douanier de leurs bagages personnels que celui accordé aux représentants de gouvernements étrangers lors de missions officielles temporaires.

2) Les dispositions du paragraph 1) ne sont pas applicables aux relations entre une Partie au Protocole et ses représentants. En outre, les dispositions des alinéas a), d), e) et f) du paragraphe 1) ne sont pas applicables aux relations entre une Partie au Protolole et ses ressortissants ou les personnes résidant à titre permanent sur son territoire.

Article 10
Représentants des Signataires

1) Les représentants des Signataires et les représentants du Signataire de la Partie abritant le siège jouissent, durant l' exercice de leurs fonctions officielles dans le cadre des activités d' INMARSAT et au cours de leurs voyages à destination ou en provenance du lieu de réunion, des privilèges et immunités ci-après :

a) immunité de juridiction, même après la fin de leur mission, en ce qui concerne les actes accomplis par eux dans l' exercice de leurs fonctions officielles, y compris leurs paroles et écrits; toutefois, cette immunité ne s' applique ni dans le cas d' une infraction aux règles de la circulation commise par un représentant, ni en cas de dommages causés par un véhicule automobile ou un autre moyen de transport lui appartenant ou conduit par lui;

b) inviolabilité de tous leurs documents officiels;

c) exemption, ainsi que les membres de leur famille faisant partie de leur ménage, des mesures restrictives à l' immigration et des formalités d'enregistrement des étrangers.

2) Les dispositions du paragraphe 1) ne sont pas applicables aux relations entre une Partie au Protocole et ses représentants. En outre, les dispositions de l' alinéa c) du paragraphe 1) ne sont pas applicables aux relations entre une Partie au Protocole et ses ressortissants ou les personnes résidant à titre permanent sur son territoire.

Article 11
Experts

1) Les experts, durant l'exercice de leurs fonctions officielles dans le cadre des activités d'INMARSAT, et au cours de leurs voyages à destination ou en provenance du lieu de leur mission, jouissent des privilèges et immunités suivants :

a) immunité de juridiction, même après la fin de leur mission, pour ce qui est des actes accomplis par eux pendant l'exercice de leurs fonctions officielles, y compris leurs paroles et écrits ; toutefois, cette immunité ne s' applique ni dans le cas d'une infraction aux règles de la circultation commise par un expert, ni en cas de dommages causés par un véhicule automobile ou autre moyen de transport lui appartenant ou conduit par lui ;

b) inviolabilité de tous leurs documents officiels ;

c)le même traitement en ce qui concerne le contrôle des changes que celui accordé aux membres du personnel des organisations intergouvernementales ;

d) exemption, ainsi que les membres de leur famille faisant partie de leur ménage, des mesures restrictives à l'immigration et des formalités d'enregistrement des étrangers ;

e) les mêmes facilités en ce'qui concerne leurs bagages personnels que celles accordées aux experts d'autres organisations intergouvernementales.

2) Les Parties au Protocole ne sont pas tenues d' accorder les privilèges et immunités visés aux alinéas c), et e) du paragraphe 1) à lebrs ressortissants ou aux personnes résidant à titre permanent sur leur territoire.

Article 12
Notification aux Parties des noms des fonctionnaires et des experts

Le Directeur général d'INMARSAT porte au moins

une fois par an à la connaissance des Parties au Protocole les noms et nationalités des membres du personnel et des experts auxquels s'appliquent les dispositions des articles 7), 8) et 11).

Article 13

Levée des privilèges et immunités

1) Les privilèges, exonérations et immunités prévus dans le présent Protocole ne sont pas accordés aux personnes qui en bénéficient en vue de leur avantage personnel, mais dans le but de leur permettre de s'acquitter efficacement de leurs fonctions officielles.

2) Lorsque, de l'avis des autorités mentionnées ci-après, les privilèges et immunités sont de nature à entraver l'action de la justice et dans tous les cas où ils peuvent être levés sans compromettre les buts pour lesquels ils ont été accordés, lesdites autorités ont le droit et le devoir de lever ces privilèges et immunités:

a) Les Parties au Protocole pour ce qui est de leurs représentants et des représentants de leurs Signataires;

b) le Conseil pour ce qui est du Directeur général d'INMARSAT ;

c) le Directeur général d'INMARSAT pour ce qui est des fonctionnaires et des experts;

d) l'Assemblée, convoquée, le cas échéant, en session extraordinaire, pour ce qui est d'INMARSAT.

Article 14

Assistance aux personnes

Les Parties au Protocole prennent toutes les mesures appropriées pour faciliter l'entrée, le séjour et le départ des représentants, des membres du personnel et des experts.

Article 15

Respect des lois et règlements

INMARSAT et toutes les personnes jouissant des privilèges et immunités en vertu du présent Protocole, sans préjudice de ses autres dispositions, observent les lois et règlements des Parties au Protocole intéressées et coopèrent à tout moment avec leurs autorités compétentes afin d'assurer le respect de leurs lois et règlements.

Article 16

Précautions

Toute Partie au Protocole garde le droit de prendre toutes les précautions nécessaires dans l'intérêt de sa propre sécurité.

Article 17

Règlements des différends

Tout différend entre des Parties au Protocole ou entre INMARSAT et une Partie au Protocole ayant trait à l'interprétation ou à l'application du Protocole est réglé par voie de négociation ou autre procédure agréée de règlement. Si le différent n'est pas réglé dans un délai de douze (12) mois, les Parties intéressées peuvent, d'un commun accord, soumettre ce différend pour décision à un tribunal composé de trois arbitres. Chacune des Parties intéressées choisit un arbitre et le troisième, qui est le président du tribunal, est choisi par les deux premiers arbitres. Si les deux premiers arbitres n'arrivent pas à se mettre d'accord sur le choix du troisième dans un délai de deux mois à partir de la date à laquelle ils ont été nommés, le troisième arbitre est choisi par le Président de la Cour internationale de Justice. Le tribunal a ces propres règles de procédure; ses décisions sont sans appel et lient les Parties au différend.

Article 18

Accords complémentaires

INMARSAT peut conclure avec toute Partie au Protocole des accords complémentaires destinés à donner effet aux dispositions du présent Protocole à l'égard de ladite Partie en vue d'assurer la bonne marche d' INMARSAT.

Article 19

Signature, ratification et adhésion

1) Le présent Protocole est ouvert à la signature, à Londres, du 1er décembre 1981 jusqu'au 31 mai 1982 inclus.

2) Toutes les Parties à la Convention, autres que la Partie abritant le siège, peuvent devenir Parties au Présent Protocole par :

a) signature, sans réserve quant à la ratification, l'acceptation ou l'approbation;

b) signature sous réserve de ratification, d'acceptation ou d'approbation, suivie de ratification, d'acceptation ou d'approbation; ou

c) adhésion.

3) La ratification, l'acceptation, l'approbation ou l'adhésion s'effectuent par le dépôt de l'instrument approprié auprès du Dépositaire.

4) Des réserves au présent Protocole peuvent être faites conformément au droit international.

Article 20

Entrée en vigueur et durée du Protocole

1) Le Protocole entre en vigueur le trentième jour suivant la date à laquelle dix Parties à la Convention ont satisfait aux dispositions de l'article 19, paragraphe 2).

2) Le présent Protocole cesse d'être en vigueur si la Convention cesse d'être en vigueur.

Article 21

Entrée en vigueur et durée à l'égard des Etats.

1) Le présent Protocole prend effet, à l'égard des Etats qui ont satisfait aux dispositions de l'article 19, paragraphe 2) après qu'il est entré en vigueur, le trentième jour suivant la date de la signature ou du dépôt d'un instrument auprès du Dépositaire par l' Etat intéressé.

2) Toute Partie au Protocole peut dénoncer le présent Protocole en adressant une notification écrite au Dépositaire. La dénonciation prend effet douze (12) mois après la date à laquelle de Dépositaire a reçu la notification ou à l'expiration de toute période plus longue qui peut être spécifiée dans le préavis.

3) Toute Partie au Protocole cesse d'être Partie au Protocole à la date à laquelle elle cesse d'être Partie à la Convention.

Article 22

Dépositaire

1) De Directeur général d'INMARSAT est le Dépositaire du présent Protocole.

2) Le Dépositaire informe en particulier toutes les Parties à la Convention au plus tôt :

a) de toute signature du Protocole;

b) du dépôt de tout instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion;

c) de la date d'entrée en vigueur du présent Protocole;

d) de la date à laquelle un Etat a cessé d'être Partie au présent Protocole;

e) de toutes autres communications ayant trait au présent Protocole.

3) Lors de l'entrée en vigueur du présent Protocole le Dépositaire transmet une copie certifiée conforme de l'original au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies pour enregistrement et publication, conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies.

Article 23
Textes faisant foi

Le présent Protocole est établi en un seul exemplaire en langues française, anglaise, espagnole et russe, tous les textes faisant également foi, et déposé auprès du Directeur général d'INMARSAT qui en adresse une copie certifiée conforme à toutes les Parties à la Convention.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment autorisés à cet effet par leurs gouvernements respectifs. ont signé le présent Protocole.

FAIT A LONDRES ce premier décembre mil neuf cent quatre-vingt-un.

ΠΡΩΤΟΚΟΛΛΟ ΠΡΟΝΟΜΙΩΝ ΚΑΙ ΑΣΥΛΙΩΝ ΤΟΥ ΔΙΕΘΝΟΥΣ ΟΡΓΑΝΙΣΜΟΥ ΝΑΥΤΙΛΙΑΚΩΝ ΤΗΛΕΠΙΚΟΙΝΩΝΙΩΝ ΜΕ ΔΟΡΥΦΟΡΟΥΣ (INMARSAT)

Τα Κράτη Μέρη του Πρωτοκόλλου αυτού :

Έχοντας υπόψη τη Σύμβαση που δημιουργεί τον διεθνή Οργανισμό ναυτιλιακών τηλεπικοινωνιών με δορυφόρους (INMARSAT) και τη Συμφωνία εκμετάλλευσης που ήταν ανοικτές για υπογραφή στο Λονδίνο στις 3 Σεπτεμβρίου 1976 και κυρίως τα άρθρα 25 και 26 παράγραφος 4 της Σύμβασης.

Σημειώνοντας ότι ο INMARSAT συνήψε μια Συμφωνία έδρας με την Κυβέρνηση του Ηνωμένου Βασιλείου της Μεγάλης Βρετανίας και της Βόρειας Ιρλανδίας στις 25 Φεβρουαρίου 1980.

Έχοντας υπόψη ότι το αντικείμενο του Πρωτοκόλλου αυτού είναι η διευκόλυνση της πραγματοποίησης του στόχου του INMARSAT και η εγγύηση της καλής εκτέλεσης των καθηκόντων του,

Συμφώνησαν τα ακόλουθα :

Άρθρο 1
Χρησιμοποίηση των όρων

Για τους σκοπούς του Πρωτοκόλλου αυτού :

α) ο όρος «Σύμβαση» υποδηλώνει τη Σύμβαση που δημιουργεί τον διεθνή Οργανισμό ναυτιλιακών τηλεπικοινωνιών με δορυφόρους (INMARSAT), συμπεριλαμβανομένου του Παραρτήματός της. που ήταν ανοικτή για υπογραφή στο Λονδίνο στις 3 Σεπτεμβρίου 1976·

β) η έκφραση «Συμφωνία εκμετάλλευσης» υποδηλώνει τη Συμφωνία εκμετάλλευσης τη σχετική με τον διεθνή Οργανισμό ναυτιλιακών τηλεπικοινωνιών με δορυφόρους (INMARSAT), συμπεριλαμβανομένου του Παραρτήματός της, που ήταν ανοικτή για υπογραφή στο Λονδίνο στις 3 Σεπτεμβρίου 1976·

γ) η έκφραση «Μέρος της Σύμβασης» υποδηλώνει ένα Κράτος ως προς το οποίο η Σύμβαση άρχισε να ισχύει·

δ) η έκφραση «Μέρος που στεγάζει την έδρα» υποδηλώνει το Μέρος της Σύμβασης στο έδαφος του οποίου ο INMARSAT εγκατέστησε την έδρα του·

ε) ο όρος «Συμβαλλόμενος» υποδηλώνει είτε ένα Μέρος του Πρωτοκόλλου είτε έναν οργανισμό που έχει ορισθεί από ένα Μέρος του Πρωτοκόλλου, ως προς το οποίο η Συμφωνία εκμετάλλευσης άρχισε να ισχύει·

στ) η έκφραση «Μέρος του Πρωτοκόλλου» υποδηλώνει ένα Κράτος ως προς το οποίο το παρόν Πρωτόκολλο ισχύει·

ζ) η έκφραση «μέλος του προσωπικού» υποδηλώνει το Γενικό Διευθυντή και κάθε άτομο που απασχολείται με ωράριο πλήρους απασχολήσεως από τον INMARSAT και που υπόκειται στο νομικό καθεστώς του προσωπικού του INMARSAT·

η) με τον όρο «εκπρόσωποι», στην περίπτωση των Μερών του Πρωτοκόλλου, του Μέρους που στεγάζει την έδρα και των Συμβαλλομένων, πρέπει να εννοήσουμε τους εκπροσώπους στον INMARSAT και, στην κάθε περίπτωση, πρόκειται για τους αρχηγούς αντιπροσωπείας, για τους αναπληρωτές τους και για τους συμβούλους τους·

θ) ο όρος «αρχεία» υποδηλώνει το σύνολο των χειρογράφων, της αλληλογραφίας, των εγγράφων, των φωτογραφιών, των φίλμς, των οπτικών και μαγνητικών εγγραφών, των καταχωρίσεων στοιχείων, των γραφικών αναπαραστάσεων και των προγραμμάτων των ηλεκτρονικών υπολογιστών που ανήκουν στον INMARSAT, ή που βρίσκονται στην κατοχή του INMARSAT·

ι) η έκφραση «επίσημες δραστηριότητες» του INMARSAT υποδηλώνει τις δραστηριότητες που αναπτύσσονται από τον Οργανισμό σε εφαρμογή του στόχου του, όπως αυτό καθορίζεται στη Σύμβαση και περιλαμβάνει τις διοικητικές του δραστηριότητες·

κ) με τον όρο «εμπειρογνώμων» νοείται κάθε άτομο άλλο από μέλος του προσωπικού που διορίζεται για να εκτελέσει ένα συγκεκριμένο έργο για τον INMARSAT, ή για λογαριασμό του και με έξοδά του·

λ) η έκφραση «διαστημικός τομέας του INMARSAT» υποδηλώνει τους δορυφόρους, καθώς και τις εγκαταστάσεις και εξοπλισμούς παρακολούθησης, τηλεμέτρησης, τηλεχειρισμού, ελέγχου και εποπτείας και τις συναφείς εγκαταστάσεις και εξοπλισμούς που είναι αναγκαίοι για τη λειτουργία αυτών των δορυφόρων των οποίων ο INMARSAT είναι κάτοχος ή ενοικιαστής·

μ) ο όρος «περιουσία» υπονοεί κάθε τι που μπορεί να αποτελέσει το αντικείμενο ενός δικαιώματος ιδιοκτησίας, συμπεριλαμβανομένων των συμβατικών δικαιωμάτων.

Άρθρο 2
Ετεροδικία και εξαίρεση από εκτελεστικά μέτρα του INMARSAT

1. Εκτός και αν έχει παραιτηθεί από αυτή ρητά σε ιδιαίτερη περίπτωση, ο INMARSAT χαίρει ετεροδικίας μέσα στα πλαίσια των επισήμων δραστηριοτήτων του, εκτός για ό,τι αφορά :

α) στις εμπορικές του δραστηριότητες·

β) σε μιά αστική αγωγή που εγείρεται από έναν τρίτο για τις ζημιές που απορρέουν από ένα ατύχημα που προκλήθηκε από αυτοκίνητο ή άλλο μεταφορικό μέσο το οποίο ανήκει στον INMARSAT, ή κινείται για λογαριασμό του, για παράβαση των κανόνων κυκλοφορίας που αφορούν στα παραπάνω μέσα μεταφοράς·

γ) στην κατάσχεση μισθών και αμοιβών, συμπεριλαμβανομένων των ποσών που απορρέουν από δικαιώματα σύνταξης, οφειλόμενα από τον INMARSAT σε ένα μέλος, ή σ' ένα παλαιό μέλος του προσωπικού, σε εκτέλεση μιας οριστικής δικαστικής απόφασης·

δ) σε μια ανταγωγή άμεσα συνδεδεμένη με μια δικαστική αγωγή που εγείρεται από τον INMARSAT.

2. Παρά τις διατάξεις της παραγράφου 1, καμιά αγωγή που αφορά στα δικαιώματα και τις υποχρεώσεις σύμφωνα με τη Σύμβαση ή τη Συμφωνία εκμετάλλευσης δεν μπορεί

να εγείρεται κατά του INMARSAT, ενώπιον των δικαστηρίων των Μερών του παρόντος Πρωτοκόλλου από τα Μέρη της Σύμβασης, τους Συμβαλλόμενους ή τα άτομα που ενεργούν για λογαριασμό αυτών, ή που προβάλλουν δικαιώματα που εκχωρούνται από αυτούς.

3. α) Ο διαστημικός τομέας του INMARSAT, όπου και αν βρίσκεται και όποιος και αν είναι ο κάτοχος, απαλλάσσεται από κάθε έρευνα, εξαναγκασμό, επίταξη, κατάσχεση, δήμευση, απαλλοτρίωση, υποβολή σε μεσεγγύηση, ή από κάθε άλλη μορφή διοικητικής ή δικαστικής εκτέλεσης.

β) Όλη η άλλη περιουσία του INMARSAT, όπου και αν βρίσκεται και όποιος και αν είναι ο κάτοχος, απολαμβάνει τις ασυλίες που αναφέρθηκαν στο εδάφιο α) της παραγράφου 3, εκτός όταν πρόκειται :

ι) για μια κατάσχεση ή εκτέλεση που διενεργείται σε εφαρμογή μιας οριστικής δικαστικής απόφασης, που εκδίδεται μέσα στα πλαίσια μιας από τις αγωγές, που μπορούν να εγείρονται εναντίον του INMARSAT σε εφαρμογή της παραγράφου 1·

ιι) για κάθε μέτρο που έχει ληφθεί σύμφωνα με τη νομοθεσία του ενδιαφερομένου Κράτους, όταν το μέτρο αυτό είναι προσωρινά αναγκαίο για την πρόληψη των ατυχημάτων, που μπορούν να συμβούν σε αυτοκίνητα, ή άλλα μέσα μεταφοράς που ανήκουν στον INMARSAT, ή που χρησιμοποιούνται για λογαριασμό του, καθώς και για την έρευνα της οποίας τα ατυχήματα αυτά αποτελούν το αντικείμενο·

ιιι) για απαλλοτρίωση ακίνητης περιουσίας για σκοπούς κοινής ωφέλειας, με την επιφύλαξη της γρήγορης καταβολής μιας δίκαιης αποζημίωσης, με τον όρο ότι η εν λόγω απαλλοτρίωση δε θίγει τα καθήκοντα και τις δραστηριότητες του INMARSAT.

Άρθρο 3
Το απαραβίαστο των αρχείων

Τα αρχεία του INMARSAT είναι απαραβίαστα, όπου και αν βρίσκονται και όποιος και αν είναι ο κάτοχος.

Άρθρο 4
Απαλλαγή από δασμούς και φόρους

1. Μέσα στα πλαίσια των επισήμων δραστηριοτήτων του, ο INMARSAT απαλλάσσεται από κάθε άμεσο εθνικό φόρο, καθώς και από κάθε άλλα τέλη, που δεν περιλαμβάνονται κανονικά στην τιμή των εμπορευμάτων και υπηρεσιών. Η περιουσία του και τα έσοδά του χαίρουν της ίδιας απαλλαγής.

2. Αν, μέσα στα πλαίσια των επισήμων δραστηριοτήτων του, ο INMARSAT αποκτά εμπορεύματα ή προσφεύγει σε υπηρεσίες σημαντικής αξίας και αν η τιμή αυτών των εμπορευμάτων ή υπηρεσιών περιλαμβάνει τέλη ή δασμούς, τα Μέρη του παρόντος Πρωτοκόλλου παίρνουν, κάθε φορά που είναι δυνατόν, τα κατάλληλα μέτρα για την επίδοση ή την επιστροφή του ποσού αυτών των τελών ή δασμών.

3. Μέσα στα πλαίσια των επισήμων δραστηριοτήτων του, ο INMARSAT απαλλάσσεται από κάθε τελωνειακό δασμό, από κάθε άλλο τελωνειακό τέλος και από όλα τα άλλα συναφή έξοδα στο διαστημικό τομέα INMARSAT και στα υλικά και εγκαταστάσεις, που αφορούν στην εκτόξευση δορυφόρων, που προορίζονται να αποτελέσουν μέρος του διαστημικού τομέα INMARSAT.

4. Τα εμπορεύματα που αποκτά ο INMARSAT, μέσα στα πλαίσια των επισήμων δραστηριοτήτων του, απαλλάσσονται από όλες τις απαγορεύσεις και περιορισμούς εισαγωγής και εξαγωγής.

5. Καμία απαλλαγή δεν παρέχεται για τέλη και δασμούς, που αντιπροσωπεύουν την αμοιβή ιδιαιτέρων υπηρεσιών που παρέχονται.

6. Καμία απαλλαγή δεν παρέχεται για τα κεκτημένα αγαθά ή τις υπηρεσίες που έλαβε ο INMARSAT για το προσωπικό όφελος των μελών της γραμματείας.

7. Τα εμπορεύματα που απαλλάσσονται, σύμφωνα με τις διατάξεις του παρόντος άρθρου, δεν πρέπει να εκχωρούνται, να ενοικιάζονται ή να δανείζονται, προσωρινά ή μόνιμα, ούτε να πωλούνται, εκτός και αν αυτό γίνεται με προϋποθέσεις, που εγκρίνονται από το Μέρος του Πρωτοκόλλου που χορήγησε την απαλλαγή.

8. Οι πληρωμές που γίνονται από τον INMARSAT υπέρ των Συμβαλλομένων, σύμφωνα με τη Συμφωνία εκμετάλλευσης, απαλλάσσονται από κάθε εθνικό φόρο, από κάθε Μέρος του Πρωτοκόλλου άλλο από αυτό το οποίο έχει ορίσει το Συμβαλλόμενο.

Άρθρο 5
Κεφάλαια, συνάλλαγμα και αξίες

Ο INMARSAT μπορεί να λαμβάνει και να κρατά κεφάλαια, συνάλλαγμα ή αξίες πάσης φύσης και να τα διαθέτει για όλες τις επίσημες δραστηριότητές του. Μπορεί να έχει λογαριασμούς σε οποιοδήποτε νόμισμα, ώστε να μπορεί να αντιμετωπίζει τις υποχρεώσεις του.

Άρθρο 6
Επίσημες επικοινωνίες και δημοσιεύσεις

1. Για τις επίσημες επικοινωνίες του και τη μεταφορά όλων των εγγράφων του, ο INMARSAT χαίρει, στο έδαφος κάθε Μέρους του Πρωτοκόλλου, μιας μεταχείρισης τουλάχιστον το ίδιο ευνοϊκής με τη μεταχείριση που γενικά παρέχεται στους ισότιμους διακυβερνητικούς οργανισμούς, όσον αφορά στις προτεραιότητες, στα τιμολόγια και στα τέλη που εφαρμόζονται στα ταχυδρομεία και στους άλλους τύπους επικοινωνιών, καθ' όσον μια τέτοια μεταχείριση συμβιβάζεται με όλες τις άλλες διεθνείς συμφωνίες, στις οποίες το Μέρος του Πρωτοκόλλου έχει προσχωρήσει.

2. Για τις επίσημες επικοινωνίες του, ο INMARSAT μπορεί να χρησιμοποιεί όλα τα κατάλληλα μέσα επικοινωνίας και κυρίως να χρησιμοποιεί κώδικες. Τα Μέρη του Πρωτοκόλλου δεν επιβάλλουν κανένα περιορισμό στις επίσημες επικοινωνίες. Δε γίνεται καμία λογοκρισία αυτών των επικοινωνιών και δημοσιεύσεων.

3. Ο INMARSAT δεν μπορεί να εγκαταστήσει και να χρησιμοποιήσει ραδιοπομπό, παρά μόνο με τη συγκατάθεση του ενδιαφερομένου Μέρους του Πρωτοκόλλου.

Άρθρο 7
Μέλη του προσωπικού

1. Τα μέλη του προσωπικού του INMARSAT :

α) χαίρουν ετεροδικίας, ακόμα και αφού παύσουν να είναι στην υπηρεσία του INMARSAT, για τις πράξεις, συμπεριλαμβανομένων των λόγων και των γραπτών, που εκτελέστηκαν από αυτά τα μέλη, κατά την άσκηση των επισήμων καθηκόντων τους· αυτή η ετεροδικία δεν ισχύει όμως ούτε στην περίπτωση παράβασης των κανονισμών κυκλοφορίας των οχημάτων, που διαπράχθηκε από ένα μέλος του προσωπικού ούτε σε περίπτωση ζημιών, που προκλήθηκαν από ένα αυτοκίνητο ή άλλο μεταφορικό μέσο, το οποίο του ανήκει ή οδηγείται από αυτό·

β) απαλλάσσονται από κάθε υποχρέωση σχετική με την εθνική υπηρεσία, συμπεριλαμβανομένης της στρατιωτικής θητείας, καθώς και τα μέλη της οικογένειάς τους που αποτελούν μέρος αυτής·

γ) έχουν το δικαίωμα του απαραβίαστου, για όλα τα επίσημα έγγραφα, που έχουν σχέση με την άσκηση των καθηκόντων τους, μέσα στα πλαίσια των επισήμων δραστηριοτήτων του INMARSAT·

δ) δεν υπόκεινται, καθώς και τα μέλη της οικογένειάς τους, που αποτελούν μέρος αυτής, στα περιοριστικά μέτρα τα σχετικά με την μετανάστευση και τις διατυπώσεις εγγραφής των αλλοδαπών·

ε) χαίρουν, σε θέματα ελέγχου συναλλάγματος, της

ίδιας μεταχείρισης μ' αυτή, που παρέχεται στα μέλη του προσωπικού διακυβερνητικών οργανισμών·

στ) χαίρουν, καθώς και τα μέλη της οικογένειάς τους, που αποτελούν μέρος αυτής, των ίδιων διευκολύνσεων επαναπατρισμού με τα μέλη του προσωπικού διακυβερνητικών οργανισμών σε περίοδο διεθνούς κρίσης·

ζ) έχουν το δικαίωμα εισαγωγής ατελώς των επίπλων τους και των προσωπικών ειδών, συμπεριλαμβανομένου ενός αυτοκινήτου, με την ευκαιρία της πρώτης ανάληψης των καθηκόντων τους στο ενδιαφερόμενο Κράτος, το δικαίωμα εξαγωγής των ειδών αυτών ατελώς, κατά την παύση των καθηκόντων τους στο εν λόγω Κράτος, σύμφωνα, στη μια ή την άλλη περίπτωση, με τους νόμους και κανονισμούς που υιοθετεί το ενδιαφερόμενο Κράτος. Ωστόσο, τα εμπορεύματα που έχουν απαλλαχθεί σύμφωνα με τις διατάξεις του παρόντος εδαφίου δεν πρέπει να εκχωρούνται, ενοικιάζονται ή δανείζονται, μόνιμα ή προσωρινά, ή να πωλούνται, εκτός και αν αυτό γίνει, σύμφωνα με τους νόμους και κανονισμούς που αναφέρονται παραπάνω.

2. Οι μισθοί και οι αμοιβές, που καταβάλλονται στα μέλη του προσωπικού από τον INMARSAT, απαλλάσσονται από το φόρο εισοδήματος από την ημερομηνία κατά την οποία οι μισθοί των μελών αυτών του προσωπικού υπάγονται σε φόρο που περικόπτεται από τον INMARSAT για δικό του λογαριασμό. Τα Μέρη του Πρωτοκόλλου μπορούν να λάβουν υπόψη αυτούς τους μισθούς και αμοιβές για τον υπολογισμό του ποσού του φόρου, που πρέπει να αφαιρεθεί από τα έσοδα που προέρχονται από άλλες πηγές.

Τα Μέρη του Πρωτοκόλλου δεν είναι υποχρεωμένα να απαλλάξουν από το φόρο εισοδήματος τις συντάξεις ή τις προσόδους, που καταβάλλονται στα παλαιά μέλη του προσωπικού.

3. Με τον όρο, ότι τα μέλη του προσωπικού καλύπτονται από ένα καθεστώς κοινωνικής ασφάλισης που παρέχει ο INMARSAT, ο INMARSAT και τα μέλη του προσωπικού του απαλλάσσονται από όλες τις εισφορές τις υποχρεωτικές σε εθνικές κοινωνικές ασφαλίσεις.

Αυτή η απαλλαγή δεν εμποδίζει μια συμμετοχή εκούσια σ' ένα εθνικό σύστημα κοινωνικής ασφάλισης, σύμφωνα με τη νομοθεσία του ενδιαφερόμενου Μέρους του Πρωτοκόλλου· δεν υποχρεώνει επί πλέον ένα Μέρος του Πρωτοκόλλου να καταβάλλει παροχές, σύμφωνα με ένα καθεστώς κοινωνικής ασφάλισης, στα μέλη του προσωπικού που απαλλάσσονται σε εφαρμογή των διατάξεων της παρούσας παραγράφου.

4. Τα Μέρη του Πρωτοκόλλου δεν υποχρεώνονται να παρέχουν τα προνόμια και τις ασυλίες, που αναφέρονται στα εδάφια β), δ), ε), στ) και ζ) της παραγράφου 1 στους υπηκόους τους ή στα άτομα, που διαμένουν μόνιμα στο έδαφός τους.

Άρθρο 8

Ο Γενικός Διευθυντής

1. Εκτός από τα προνόμια και τις ασυλίες, που παρέχονται στα μέλη του προσωπικού στο άρθρο 7, ο Γενικός Διευθυντής :

α) χαίρει ασυλίας κατά της σύλληψης και της κράτησης·

β) χαίρει ετεροδικίας και εξαίρεσης από την εκτέλεση πολιτικών και διοικητικών αποφάσεων, που παρέχονται στους διπλωματικούς υπαλλήλους, εκτός σε περίπτωση ζημιών που προκλήθηκαν από αυτοκίνητο όχημα ή άλλο μεταφορικό μέσο που ανήκει σ' αυτόν ή οδηγείται από αυτόν·

γ) χαίρει της πλήρους ασυλίας ποινικής δικαιοδοσίας, εκτός σε περίπτωση παράβασης των κανόνων κυκλοφορίας με αυτοκίνητο ή άλλο μεταφορικό μέσο, που του ανήκει ή οδηγείται από αυτόν, με την επιφύλαξη των διατάξεων του παραπάνω εδαφίου α).

2. Τα Μέρη του Πρωτοκόλλου δεν είναι υποχρεωμένα να παρέχουν τις ασυλίες, που αναφέρονται στο παρόν άρθρο στους υπηκόους τους και στα άτομα που διαμένουν μόνιμα στο έδαφός τους.

Άρθρο 9

Εκπρόσωποι των Μερών

1. Οι εκπρόσωποι των Μερών του Πρωτοκόλλου και οι εκπρόσωποι του Μέρους που στεγάζει την έδρα χαίρουν, κατά την άσκηση των επισήμων καθηκόντων τους και κατά τη διάρκεια των ταξιδιών τους προς ή από τον τόπο της συνόδου, των εξής προνομίων και ασυλιών :

α) ασυλίας κατά πάσης φύσης σύλληψης και προσωρινής κράτησης·

β) ετεροδικίας, ακόμα και μετά το τέλος της αποστολής τους, όσον αφορά στις πράξεις, που εκτέλεσαν κατά την άσκηση των επισήμων καθηκόντων τους συμπεριλαμβανομένων των λόγων και των γραπτών τους· ωστόσο, αυτή η ασυλία δεν εφαρμόζεται ούτε στην περίπτωση παράβασης των κανόνων κυκλοφορίας που διαπράχθηκε από έναν εκπρόσωπο, ούτε σε περίπτωση ζημιών τις οποίες προκάλεσε ένα αυτοκίνητο ή άλλο μεταφορικό μέσο, που ανήκει σ' αυτόν ή οδηγείται από αυτόν·

γ) απαραβίαστου όλων των επισήμων εγγράφων τους·

δ) απαλλαγής, και για τα μέλη της οικογένειάς τους που αποτελούν μέρος αυτής, από τα περιοριστικά μέτρα μετανάστευσης και από τις διατυπώσεις εγγραφής των αλλοδαπών·

ε) της ίδιας μεταχείρισης σε θέματα ελέγχου συναλλάγματος με αυτή, που παρέχεται στους εκπροσώπους ξένων κυβερνήσεων σε προσωρινές επίσημες αποστολές·

στ) της ίδιας μεταχείρισης σε θέματα τελωνειακού ελέγχου των ατομικών τους αποσκευών με αυτή, που παρέχεται στους εκπροσώπους ξένων κυβερνήσεων σε προσωρινές επίσημες αποστολές.

2. Οι διατάξεις της παραγράφου 1 δεν είναι εφαρμόσιμες στις σχέσεις μεταξύ ενός Μέρους του Πρωτοκόλλου και των εκπροσώπων του. Επί πλέον, οι διατάξεις των εδαφίων α), δ), ε) και στ) της παραγράφου 1 δεν είναι εφαρμόσιμες στις σχέσεις μεταξύ ενός Μέρους του Πρωτοκόλλου και των εκπροσώπων του ή των ατόμων, που διαμένουν μόνιμα στο έδαφός του.

Άρθρο 10

Εκπρόσωποι των Συμβαλλομένων

1. Οι εκπρόσωποι των Συμβαλλομένων και οι εκπρόσωποι του Συμβαλλομένου του Μέρους που στεγάζει την έδρα χαίρουν, κατά την άσκηση των επισήμων καθηκόντων τους μέσα στα πλαίσια των δραστηριοτήτων του INMARSAT και κατά τη διάρκεια των ταξιδιών τους προς ή από τον τόπο της συνόδου, των ακολούθων προνομίων και ασυλιών :

α) ετεροδικίας, ακόμα και μετά το τέλος της αποστολής τους, όσον αφορά στις πράξεις που εκτέλεσαν κατά την άσκηση των επισήμων καθηκόντων τους, συμπεριλαμβανομένων των λόγων και των γραπτών τους· ωστόσο, αυτή η ασυλία δεν εφαρμόζεται ούτε στην περίπτωση παράβασης των κανόνων κυκλοφορίας που διαπράχθηκε από έναν αντιπρόσωπο, ούτε σε περίπτωση ζημιών τις οποίες προκάλεσε ένα αυτοκίνητο ή άλλο μεταφορικό μέσο, που ανήκει σ' αυτόν ή οδηγείται από αυτόν·

β) απαραβίαστου όλων των επισήμων εγγράφων τους·

γ) απαλλαγής και για τα μέλη της οικογένειάς τους που αποτελούν μέρος αυτής, από τα περιοριστικά μέτρα μετανάστευσης και από τις διατυπώσεις εγγραφής των αλλοδαπών.

2. Οι διατάξεις της παρ. 1 δεν εφαρμόζονται στις σχέσεις μεταξύ ενός Μέρους του Πρωτοκόλλου και των εκπροσώπων τους. Επίσης, οι διατάξεις του εδαφίου γ) της παρ. 1 δεν εφαρμόζονται στις σχέσεις μεταξύ ενός Μέρους του Πρωκοκόλλου και των υπηκόων τους ή των ατόμων, που διαμένουν μόνιμα στο έδαφός του.

Άρθρο 11

Εμπειρογνώμονες

1. Οι εμπειρογνώμονες, κατά την άσκηση των επισήμων καθηκόντων τους μέσα στα πλαίσια των δραστηριοτήτων του

INMARSAT και κατά τη διάρκεια των ταξιδιών τους προς ή από τον τόπο αποστολής τους, χαίρουν των ακολούθων προνομίων και ασυλιών :

α) ετεροδικίας, ακόμα και μετά το τέλος της αποστολής τους, όσον αφορά στις πράξεις που εκτέλεσαν κατά την άσκηση των επισήμων καθηκόντων τους, συμπεριλαμβανομένων των λόγων και των γραπτών τους· πάντως, αυτή η ασυλία δεν εφαρμόζεται στην περίπτωση παράβασης των κανόνων κυκλοφορίας, που διαπράχθηκε από έναν εμπειρογνώμονα, ούτε σε περίπτωση ζημιών τις οποίες προκάλεσε ένα αυτοκίνητο ή άλλο μεταφορικό μέσο, που ανήκει σ' αυτόν ή οδηγείται από αυτόν·

β) απαραβίαστου όλων των επισήμων εγγράφων τους·

γ) της ίδιας μεταχείρισης, όσον αφορά στον έλεγχο συναλλάγματος με αυτή που παρέχεται στα μέλη του προσωπικού των διακυβερνητικών οργανισμών·

δ) απαλλαγής και για τα μέλη της οικογένειάς τους που αποτελούν μέρος αυτής, από τα περιοριστικά μέτρα μετανάστευσης και από τις διατυπώσεις εγγραφής των αλλοδαπών·

ε) των ίδιων διευκολύνσεων, όσον αφορά στις ατομικές τους αποσκευές, με αυτές που παρέχονται στους εμπειρογνώμονες άλλων διακυβερνητικών οργανισμών.

2. Τα Μέρη του Πρωτοκόλλου δεν υποχρεώνονται να παρέχουν τα προνόμια και τις ασυλίες, που αναφέρονται στα εδάφια γ), δ) και ε) της παρ. 1, στους υπηκόους τους και στα άτομα που διαμένουν μόνιμα στο εδαφός του.

'Αρθρο 12

Κοινοποίηση στα Μέρη των ονομάτων των υπαλλήλων και των εμπειρογνωμόνων

Ο Γενικός Διευθυντής του INMARSAT γνωστοποιεί, τουλάχιστο μια φορά το χρόνο, στα Μέρη του Πρωτοκόλλου τα ονόματα και τις εθνικότητες των μελών του προσωπικού και των εμπειρογνωμόνων για τους οποίους εφαρμόζονται οι διατάξεις των άρθρων 7, 8, και 11.

'Αρθρο 13

'Αρση των προνομίων και ασυλιών

1. Τα προνόμια, απαλλαγές και ασυλίες, που προβλέπονται στο παρόν Πρωτόκολλο, δεν παρέχονται στα άτομα που επωφελούνται από αυτά για προσωπικό τους συμφέρον, αλλά με σκοπό να τους επιτρέψουν να εκπληρώσουν αποτελεσματικά τα επίσημα καθήκοντά τους.

2. 'Οταν, κατά τη γνώμη των αρχών που αναφέρονται παρακάτω, τα προνόμια και οι ασυλίες παρεμποδίζουν τη δράση της δικαιοσύνης και σε όλες τις περιπτώσεις που μπορούν να αρθούν χωρίς να διακυβεύουν τους σκοπούς για τους οποίους έχουν παρασχεθεί, οι εν λόγω αρχές έχουν δικαίωμα και καθήκον να αίρουν αυτά τα προνόμια και τις ασυλίες:

α) τα Μέρη του Πρωτοκόλλου, όσον αφορά τους εκπροσώπους τους και τους εκπροσώπους των Συμβαλλομένων τους·

β) το Συμβούλιο, όσον αφορά το Γενικό Διευθυντή του INMARSAT·

γ) Ο Γενικός Δ/ντής του INMARSAT, όσον αφορά τους υπαλλήλους και τους εμπειρογνώμονες·

δ) η Συνέλευση, που συγκαλείται ενδεχομένως σε έκτακτη σύνοδο, όσον αφορά τον INMARSAT.

'Αρθρο 14

Βοήθεια προς τα άτομα

Τα Μέρη του Πρωτοκόλλου παίρνουν όλα τα απαραίτητα μέτρα για τη διευκόλυνση της εισόδου, παραμονής και αναχώρησης των εκπροσώπων, των μελών του προσωπικού και των εμπειρογνωμόνων.

'Αρθρο 15

Τήρηση των νόμων και κανονισμών

Ο INMARSAT και όλα τα άτομα που χαίρουν των προνομίων και των ασυλιών σύμφωνα με το παρόν Πρωτόκολλο, με την επιφύλαξη των άλλων του διατάξεων, τηρούν τους νόμους και κανονισμούς των ενδιαφερομένων Μερών του Πρωτοκόλλου και συνεργάζονται ανα πάσα στιγμή με τις αρμόδιες αρχές τους, για την εξασφάλιση της τήρησης των νόμων και κανονισμών τους.

'Αρθρο 16

Προφυλάξεις

Κάθε Μέρος του Πρωτοκόλλου διατηρεί το δικαίωμα να παίρνει όλες τις απαραίτητες προφυλάξεις προς το συμφέρον της ίδιας του της ασφάλειας.

'Αρθρο 17

Διακανονισμός των διαφορών

Κάθε διαφορά μεταξύ Μερών του Πρωτοκόλλου ή μεταξύ του INMARSAT και ενός Μέρους του Πρωτοκόλλου, που αφορά στην ερμηνεία ή στην εφαρμογή του Πρωτοκόλλου, διακανονίζεται με διαπραγματεύσεις ή άλλη αποδεκτή διαδικασία διακανονισμού. Αν η διαφορά δε διακανονιστεί μέσα σε προθεσμία δώδεκα (12) μηνών, τα ενδιαφερόμενα Μέρη μπορούν, με κοινή συμφωνία, να υποβάλλουν αυτή τη διαφορά για απόφαση σε τριμελές διαιτητικό δικαστήριο. Κάθε ένα από τα ενδιαφερόμενα Μέρη εκλέγει ένα διαιτητή και ο τρίτος, που είναι ο πρόεδρος του δικαστηρίου, εκλέγεται από τους δύο πρώτους διαιτητές. Αν οι δύο πρώτοι διαιτητές δεν κατορθώσουν να συμφωνήσουν για την εκλογή του τρίτου μέσα σε δύο μήνες από την ημερομηνία κατά την οποία αυτοί διορίσθηκαν, ο τρίτος διαιτητής εκλέγεται από τον Πρόεδρο του Διεθνούς Δικαστηρίου. Το δικαστήριο έχει τους δικούς του κανόνες διαδικασίας· οι αποφάσεις του δεν είναι εφέσιμες και δεσμεύουν τους αντιδίκους.

'Αρθρο 18

Συμπληρωματικές συμφωνίες

Ο INMARSAT μπορεί να συνάψει με κάθε Μέρος του Πρωτοκόλλου συμπληρωματικές συμφωνίες προς εφαρμογή των διατάξεων του παρόντος Πρωτοκόλλου, ως προς το εν λόγω Μέρος προκειμένου να εξασφαλισθεί η καλή πορεία του INMARSAT.

'Αρθρο 19

Υπογραφή, επικύρωση και προσχώρηση

1. Το Πρωτόκολλο αυτό είναι ανοικτό για υπογραφή, στο Λονδίνο, από την 1η Δεκεμβρίου 1981 μέχρι και τις 31 Μαΐου 1982.

2. 'Ολα τα Μέρη της Σύμβασης, εκτός από το Μέρος που στεγάζει την έδρα, μπορούν να γίνουν Μέρη του Πρωτοκόλλου αυτού με :

α) υπογραφή , χωρίς επιφύλαξη ως προς την επικύρωση, αποδοχή ή έγκριση·

β) υπογραφή με την επιφύλαξη επικύρωσης, αποδοχής ή έγκρισης, ακολουθούμενη από επικύρωση, αποδοχή ή έγκριση·

γ) προσχώρηση.

3. Η επικύρωση, η αποδοχή, η έγκριση ή η προσχώρηση γίνονται με την κατάθεση του κατάλληλου εγγράφου στο Θεματοφύλακα.

4. Επιφυλάξεις για το Πρωτόκολλο αυτό μπορούν να διατυπωθούν σύμφωνα με το διεθνές δίκαιο.

'Αρθρο 20

'Εναρξη ισχύος και διάρκεια του Πρωτοκόλλου

1. Το Πρωτόκολλο αρχίζει να ισχύει την τριακοστή μέρα, που ακολουθεί την ημερομηνία κατά την οποία δέκα Μέρη

της Σύμβασης έχουν ανταποκριθεί στις διατάξεις του άρθρου 19 παρ. 2.

2. Το Πρωτόκολλο αυτό παύει να ισχύει αν η Σύμβαση παύσει να ισχύει.

Άρθρο 21

Έναρξη ισχύος και διάρκεια ως προς τα Κράτη

1. Το Πρωτόκολλο αυτό αρχίζει να εφαρμόζεται, ως προς τα Κράτη που ανταποκρίθηκαν στις διατάξεις του άρθρου 19 παράγραφος 2, αφού αρχίσει να ισχύει, την τριακοστή μέρα που ακολουθεί την ημερομηνία της υπογραφής ή της κατάθεσης εγγράφου από το ενδιαφερόμενο Κράτος στο Θεματοφύλακα.

2. Κάθε Μέρος του Πρωτοκόλλου μπορεί να καταγγείλει το Πρωτόκολλο αυτό απευθύνοντας γραπτή γνωστοποίηση στο Θεματοφύλακα. Η καταγγελία αρχίζει να ισχύει ή δώδεκα (12) μήνες μετά από την ημερομηνία κατά την οποία ο Θεματοφύλακας λάβει τη γνωστοποίηση ή κατά την εκπνοή κάθε μεγαλύτερης περιόδου, που μπορεί να προσδιορισθεί εκτός της προθεσμίας.

3. Κάθε Μέρος του Πρωτοκόλλου παύει να είναι Μέρος του Πρωτοκόλλου όταν παύσει να είναι Μέρος της Σύμβασης.

Άρθρο 22

Θεματοφύλακας

1. Ο Γενικός Διευθυντής του INMARSAT είναι ο Θεματοφύλακας του Πρωτοκόλλου.

2. Ο Θεματοφύλακας πληροφορεί ιδιαίτερα όλα τα Μέρη της Συμφωνίας το συντομότερο :

α) για κάθε υπογραφή του Πρωτοκόλλου·

β) για την κατάθεση κάθε εγγράφου επικύρωσης, αποδοχής, έγκρισης ή προσχώρησης·

γ) για την ημερομηνία έναρξης ισχύος του παρόντος Πρωτοκόλλου·

δ) για την ημερομηνία κατά την οποία ένα Κράτος έπαυσε να είναι Μέρος του Πρωτοκόλλου αυτού·

ε) για κάθε άλλη κοινοποίηση, που έχει σχέση με το Πρωτόκολλο αυτό.

3. Κατά την έναρξη ισχύος του Πρωτοκόλλου αυτού, ο Θεματοφύλακας διαβιβάζει ακριβές αντίγραφο του πρωτότυπου στη Γραμματεία του Οργανισμού Ηνωμένων Εθνών για καταχώριση και δημοσίευση, σύμφωνα με το άρθρο 102 του Χάρτη των Ηνωμένων Εθνών.

Άρθρο 23

Ισχύς του κειμένου

Το Πρωτόκολλο αυτό συντάσσεται σε ένα μόνο αντίτυπο στη γαλλική, αγγλική, ισπανική και ρωσική γλώσσα, όλα τα κείμενα έχουν την ίδια ισχύ και κατατίθεται στο Γενικό Διευθυντή του INMARSAT, ο οποίος στέλνει ακριβές αντίγραφο αυτού σε όλα τα Μέρη της Σύμβασης.

Σε πίστωση των παραπάνω, οι υπογραμμένοι, κατάλληλα εξουσιοδοτημένοι προς τούτο από τις αντίστοιχες κυβερνήσεις τους, υπέγραψαν το Πρωτόκολλο αυτό.

Έγινε στο Λονδίνο, την πρώτη Δεκεμβρίου χίλια εννεακόσια ογδόντα ένα.

Άρθρο δεύτερο

Η ισχύς του νόμου αυτού αρχίζει από τη δημοσίευσή του στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως και του κυρουμένου Πρωτοκόλλου από την ολοκλήρωση των προϋποθέσεων του άρθρου 21 παρ. 1 αυτού.

Παραγγέλομε τη δημοσίευση του παρόντος στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως και την εκτέλεσή του ως νόμου του Κράτους.

Αθήνα, 31 Μαΐου 1988

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΧΡΗΣΤΟΣ ΑΝΤ. ΣΑΡΤΖΕΤΑΚΗΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ
ΚΑΡΟΛΟΣ ΠΑΠΟΥΛΙΑΣ

ΜΕΤΑΦΟΡΩΝ ΚΑΙ ΕΠΙΚΟΙΝΩΝΙΩΝ
ΚΩΣΤΑΣ ΜΠΑΝΤΟΥΒΑΣ

Θεωρήθηκε και τέθηκε η Μεγάλη Σφραγίδα του Κράτους

Αθήνα, 1 Ιουνίου 1988

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

ΑΓΑΜΕΜΝΩΝ ΚΟΥΤΣΟΓΙΩΡΓΑΣ

ΑΠΟ ΤΟ ΕΘΝΙΚΟ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟ